Christophe Bigot, « Médias et vie privée »

Problèmes politiques et sociaux, 940, 2007

Gilles Boenisch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2813>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2813

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2011

Pagination : 347-349

ISBN : 978-2-8143-0084-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Boenisch, « Christophe Bigot, « Médias et vie privée » », *Questions de communication* [En ligne], 19 | 2011, mis en ligne le , consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2813> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2813>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

Tous droits réservés

Christophe Bigot, « Médias et vie privée »

Problèmes politiques et sociaux, 940, 2007

Gilles Boenisch

RÉFÉRENCE

Christophe Bigot, « Médias et vie privée », *Problèmes politiques et sociaux*, 940, 2007, 120 p.

- 1 L'irruption de la vie privée dans le champ médiatique est actuellement générale : les émissions de télé-réalité, la presse « people », l'actualité politique, l'image, la starisation. Tout un chacun, personnalité en vue ou simple citoyen anonyme, expose à son insu ou de son plein gré, faits et gestes qui oscillent en permanence entre sphère privée et sphère publique. D'une réelle actualité, ce dossier questionne les enjeux sociaux entourant la question du secret de la vie privée, notamment les notions et pratiques juridiques s'y rapportant. Il présente des textes juridiques, des extraits de jugements, des notes, des articles et des dispositions communautaires, portant tous spécifiquement sur cette problématique devenue inéluctable. L'ouvrage est décomposé en trois axes : l'analyse des médias et de la vie privée en tant que « phénomène » (pp. 9-43), la construction juridique des droits s'y attachant (pp. 44-71), et les particularités de la vie privée définies par la jurisprudence en France (pp. 72-117).
- 2 L'ensemble de ces réflexions démontre que la surexposition médiatique de la sphère privée fait écho à une pratique juridique contrainte à mesurer et délimiter le point d'équilibre entre « le droit à la vie privée », et « le droit à l'information » : l'article 9 du code civil stipule que « chacun a droit au respect de sa vie privée » laissant au juge le soin de déterminer ce qui est protégeable et ce qui ne l'est pas et d'apprécier les mesures à prendre. Cependant, « force est de constater que les faits et gestes privés des personnages publics sont parfois de nature à susciter un intérêt légitime du public. Parallèlement, rares sont ces mêmes personnalités à n'avoir pas intégré dans leur

communication publique l'utilisation, voire l'instrumentalisation, de leur sphère privée » (p. 5). De ce paradoxe, et d'une difficulté réelle à déterminer la frontière inévitablement artificielle entre sphère privé et publique, la tâche des tribunaux est d'apprécier au cas par cas si la divulgation d'une information privée est légitime ou non : « Le secret absolu n'étant pas plus admissible que la liberté absolue, il convient de trouver le juste équilibre entre la nécessité de protéger les personnes et le refus » (p. 6). Il s'agit bien souvent d'un conflit frontal entre la revendication d'une liberté d'informer à celle de jouir d'une part de secret (pp. 11-14). La question ambiguë des liens qu'entretiennent les personnalités avec la presse (pp. 36-38), le mouvement profond des médias vers le divertissement (pp. 29-32), la responsabilité des journalistes (pp. 33-36), l'instrumentalisation des personnages publics à des fins de pouvoir (pp. 14-16) sont autant d'éléments relevés par les différents documents. Cela montre à quel point le « brouillage des frontières » (pp. 33-36) est important et complexe, et permet de pointer la nécessité qui incombe au droit de s'adapter à ces nouvelles situations souvent inextricables. Pourtant, si la recherche d'exactitude s'oppose au respect d'une zone privée, il apparaît inéluctable de hiérarchiser l'information vis-à-vis du public.

- 3 En dépit de ceci, on apprend que la sphère privée n'est pas délimitée de manière semblable partout, notamment dans certains pays anglo-saxons, ou encore en France, un pays qui dénote par « une situation singulière » (p. 72), face à une récente harmonisation européenne. Mais, quel que soit le lieu, les institutions semblent en difficulté face à la recherche pertinente d'un régime juridique adéquat et équitable au traitement de la vie privée par les médias (pp. 45-50). Il n'y a bien souvent qu'une longue élaboration jurisprudentielle (pp. 55-56) qui, par sa nature même, ne suffit pas à définir un cadre solide et approprié face aux aléas médiatiques. En ce sens, en droit français, le régime général de la protection de la vie privée se distingue clairement, car il s'attache particulièrement à « caractériser l'intrusion » dans une sphère à priori destinée à rester secrète et non pas, comme cela se pratique ailleurs, de « démontrer l'existence d'une faute ou d'un fait important à divulguer » (pp. 73-74). Depuis 1970, les contours de la vie privée n'ont cessé de s'affiner pour aboutir à un renouvellement total des fondements initiaux, une sorte de « métamorphose » (pp. 75-80). Actuellement, sont exclus de la protection les faits anodins et les faits publics, officiels ou notoires, les personnes décédées, mais surtout, on distingue les personnes qui remplissent des fonctions officielles et celles qui sont de simples citoyens (pp. 80-86). Cette catégorisation suscite bien des interrogations et demeure problématique : la vie privée des hommes politiques (pp. 89-90) bénéficie d'importantes disparités et davantage de protection qu'auparavant. En contrepartie, la tendance de la société moderne à exiger de plus en plus de « transparence » ne cesse de croître (pp. 96-101). Parallèlement, les institutions souhaitent garantir le droit à la vie privée des personnes publiques et politiques en suscitant de nouvelles interrogations, voire des réticences, tant il est vrai que certains événements relevant de la vie personnelle des acteurs politiques peuvent avoir une influence considérable sur l'exercice de leur fonction. Ce sont pourtant ces mêmes institutions et responsables politiques qui plaident discrètement pour un système sécuritaire de contrôle et de surveillance généralisée afin de suivre les faits et gestes des citoyens dans leur sphère privée. Ces problèmes sont donc au cœur même du débat judiciaire et éthique à l'occasion des nombreuses « affaires » ou « scandales » politiques, c'est d'ailleurs l'un des aspects les plus controversés. Au demeurant, les citoyens revendiquent à juste titre le droit d'évaluer les actions des élus en

connaissance de cause, et paradoxalement nombre de responsables politiques estiment qu'il n'est pas nécessaire de savoir, et qu'il est normal de censurer : le phénomène « *Wikileaks* » en est un exemple représentatif.

- 4 Difficile de ne pas se sentir interpellé par ce dossier thématique. Celui-ci permet de cerner pleinement la problématique, tout en vulgarisant une question difficile pour les non-spécialistes. Il dresse méticuleusement l'historique du cadre législatif qui a forgé la notion de vie privée. Et c'est avec un attirail documentaire très fourni et technique qu'il démontre, à la fois, l'importance d'un cadre juridique évolutif et les limites immanquables de celui-ci face à des dispositions fluctuantes de la mondialisation des échanges d'informations. Mais quelle que soit l'époque, la tendance ou l'affaire en question, une constante demeure : comment concilier justement et équitablement le respect de la vie privée et la liberté d'informer ? Ceci est-il vraiment possible ?

AUTEURS

GILLES BOENISCH

CREM, université Paul Verlaine-Metz
gilles.boenisch@gmail.com